



KPMG SA
12 rue Papiau de la Verrie
Les Parcs d'Orgemont II
Bâtiment 1
49000 Angers

Association Centre Culturel de l'Ouest

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Centre Culturel de l'Ouest
BP 24 49590 FONTEVRAUD

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
12 rue Papiau de la Verrie
Les Parcs d'Orgemont II
Bâtiment 1
49000 Angers

Association Centre Culturel de l'Ouest

BP 24 49590 FONTEVRAUD

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Centre Culturel de l'Ouest,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Culturel de l'Ouest relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers, le 7 juin 2025

KPMG SA



Dominique GRIGNON
Associé

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	8 455	8 455		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	91 709	53 162	38 547	38 547
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	1 236 528	973 592	262 936	283 428
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 040 831	1 000 763	40 068	92 886
	Autres immobilisations corporelles	1 281 332	1 211 704	69 628	112 638
	Immobilisations corporelles en cours	115 800		115 800	
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 622		1 622	1 622
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	3 000		3 000	3 000
TOTAL (I)		3 779 277	3 247 676	531 601	532 121
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 200		13 200	29 483
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	229 223		229 223	197 478
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	410 863		410 863	210 863
	DISPONIBILITES	493 473		493 473	837 227
	Charges constatées d'avance	880		880	5 143
	TOTAL (II)	1 147 639		1 147 639	1 280 194
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	4 926 917	3 247 676	1 679 241	1 812 315
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				3 000	3 000
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	286 459	286 459
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	421 482	420 674
	Autres		
	Report à nouveau	203 430	203 430
	Excédent ou déficit de l'exercice	157 756	808
	Total des fonds propres (situation nette)	1 069 128	911 372
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	356 172	472 012
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	356 172	472 012
	Total des fonds propres	1 425 300	1 383 384
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		32 861
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	1 833	1 833
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	1 833	34 694
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	31 017	110 599
	Total des provisions	31 017	110 599
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		15 287
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	150 221	193 307
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	70 869	70 447
DETTES DIVERSES	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		4 596
	Total des dettes	221 090	283 638
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 679 241	1 812 315
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		157 756,42	808,30
(1) Dont à moins d'un an		221 090	268 351
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	485	1 005
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	62 470	56 979
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 712 700	1 547 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	50	999
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	69 293	16 760
	Utilisations des fonds dédiés	32 861	
	Autres produits	6	
Total des produits d'exploitation		1 877 866	1 622 743
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 244 521	1 119 084
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 842	9 116
	Salaires et traitements	309 081	353 444
	Charges sociales	117 081	120 017
	Dotation aux amortissements et dépréciations	194 117	201 368
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		999
	Autres charges	64 318	52 594
	Total des charges d'exploitation	1 933 960	1 856 621
	RESULTAT D'EXPLOITATION	(56 094)	(233 878)

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(56 094)	(233 878)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 745	887
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	9 290	3 034
Total des produits financiers		11 035	3 921
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		40
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			40
RESULTAT FINANCIER		11 035	3 881
RESULTAT COURANT avant impôts		(45 059)	(229 998)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	2 991	359
	Sur opérations en capital	185 837	196 003
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	14 289	35 562
	Total des produits exceptionnels	203 116	231 925
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	301	1 119
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	301	1 119
RESULTAT EXCEPTIONNEL		202 816	230 806
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		2 092 017	1 858 588
TOTAL DES CHARGES		1 934 261	1 857 780
EXCEDENT ou DEFICIT		157 756	808
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité

Objet social :

L'Association Fontevraud-Centre culturel de l'Ouest a pour objet de :

- Concevoir et mettre en œuvre le projet culturel et artistique de l'Abbaye de Fontevraud dans l'ensemble de ses composantes et, plus particulièrement, la valorisation patrimoniale et la création et la diffusion culturelle et artistique.

- De façon générale, l'Association est admise à effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou pouvant en favoriser la réalisation.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association Fontevraud Centre culturel de l'Ouest, a été créée en 1975 et exerce ses activités sur le site de l'Abbaye Royale de Fontevraud. Le CCO a pour mission exclusive de développer et mettre en œuvre un projet culturel et artistique ambitieux pour l'Abbaye Royale de Fontevraud.

Moyens mis en œuvre et ressources :

Au cours de l'année 2024, le CCO a investi en installations, agencements, moyens matériels et mobiliers à hauteur de 193.6 K€.

Le Directeur et l'équipe du CCO ont continué de renforcer l'impulsion culturelle et artistique avec le projet scientifique et culturel : « raconter, transmettre, créer » à travers une programmation riche tout au long de l'année 2024 (cf. quelques exemples dans les faits caractéristiques suivants).

Faits caractéristiques d'importance significative de l'exercice et postérieurs à la clôture :

- Naissance d'une nouvelle cloche " Julie " qui sonne un Sol ;
- Création d'une nouvelle œuvre pour 100 voix d'enfants par Alexandra Grimal, dans le cadre de la nouvelle résidence Voix d'hiver, avec les 3 principales maîtrises de la Région des Pays de la Loire ;
- L'exposition événement autour de l'œuvre de Jean Touret dans le chœur de l'Abbatiale « Prophètes » ;

Règles et Méthodes Comptables

Règles générales

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

L'exercice a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12 mars 2025 par les dirigeants de l'association.

Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement

Règles et Méthodes Comptables

de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 1 à 10 ans
- * Matériel de transport : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 4 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 à 5 ans
- * Mobilier : 4 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Règles et Méthodes Comptables

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,15 %
- Taux de croissance des salaires : 2,5 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2020–2022)

Une provision a été constatée dans les comptes annuels au 31 décembre 2024 à hauteur de 31 017 € au titre des indemnités de fin carrière. Elle est comptabilisée dans le compte 158100.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Viremt p.à p. Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	100 164				100 164
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	100 164				100 164
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement	1 159 897		76 631		1 236 528
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 040 831				1 040 831
	Instal., agencement, aménagement divers	631 805				631 805
	Matériel de transport	93 939			93 939	
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	648 358		1 169		649 527
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours			115 800		115 800
	Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 574 830		193 600	93 939	3 674 491
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés	1 622				1 622
	Prêts et autres immobilisations financières	3 000				3 000
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 622				4 622
TOTAL		3 679 616		193 600	93 939	3 779 277

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	61 617			61 617
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	61 617			61 617
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	876 469	97 122		973 592
	Instal technique, matériel outillage industriels	947 945	52 818		1 000 763
	Autres instal., agencement, aménagement divers	531 053	37 068		568 121
	Matériel de transport	93 939		93 939	
	Matériel de bureau, mobilier	636 472	7 111		643 583
TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 085 878	194 120	93 939	3 186 059
TOTAL		3 147 495	194 120	93 939	3 247 676

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	110 599		79 582	31 017
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	110 599		79 582	31 017
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	110 599		79 582	31 017
Dont dotations et reprises	{ - d'exploitation - financières - exceptionnelles			65 293	
				14 289	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	286 459				286 459
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	420 674	808			421 482
Autres réserves					
Report à nouveau	203 430				203 430
Excédent ou déficit de l'exercice	808	(808)	157 756		157 756
Situation nette	911 372		157 756		1 069 128
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	472 012		297 396	413 236	356 172
Provisions réglementées					
TOTAL	1 383 384		455 152	413 236	1 425 300

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	3 000	3 000	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	13 200	13 200	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	2 000	2 000	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 917	3 917	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	21 620	21 620	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	156 500	156 500	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	45 187	45 187	
	Charges constatées d'avance	880	880	
	TOTAL DES CREANCES	246 303	246 303	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	150 221	150 221		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	35 338	35 338		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	34 283	34 283		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	505	505		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	744	744		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		221 090	221 090		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts dettes associés (personnes physiques)

Charges à payer

		31/12/2024
Total des Charges à payer		80 997
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		29 245
Fourniss.factu.a recevoir fonc	29 245	
Dettes fiscales et sociales		51 753
Cap congés payés	23 668	
charges à payer comptes CET	7 015	
Personnel - charges à payer	2 800	
Provisions charges sur congés	10 868	
provision charges comptes CET	3 861	
Taxe apprentissage	1 384	
Formation continue afdas	952	
Org sociaux autres chges à pay	1 204	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			880
		880	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			880

Concours publics et subventions

31/12/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation						1 712 700
Subventions d'investissement						185 831
TOTAL						1 898 531

Effectif moyen

		31/12/2024	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		2	
	Professions intermédiaires			
	Employés		5	
	Ouvriers			
	TOTAL		7	

Le calcul de l'effectif moyen des salariés (ETP) 2023 (8) et 2024 (7) correspond à la moyenne annuelle del'effectif total CDD+CDI.